

Pouvoir merina et oppositions dans la province septentrionale malgache d'Antsiranana

Thierry Caligaris

► **To cite this version:**

Thierry Caligaris. Pouvoir merina et oppositions dans la province septentrionale malgache d'Antsiranana. Travaux & documents, Université de La Réunion, Faculté des lettres et des sciences humaines, 2013, Interculturalité et dynamique identitaires dans les îles de l'océan Indien, pp.29–42. hal-02186036

HAL Id: hal-02186036

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02186036>

Submitted on 17 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pouvoir merina et oppositions dans la province septentrionale malgache d'Antsiranana

THIERRY CALIGARIS
PROFESSEUR DE COLLÈGE
DOCTEUR EN GÉOGRAPHIE

INTRODUCTION

Dès le début du XIX^e siècle, les souverains de l'Imerina ne voulaient plus être les premiers de l'île, mais les seuls à diriger le pays. Actuellement, le contentieux ethnique Merina-Côtier, même s'il ne s'agit que de représentations mentales floues et embrouillées, existe de fait. Il est entretenu par les traditions orales, les coutumes et les *fady*, qui parfois se rattachent aux conflits issus de la tentative d'unification du pays de Radama I à Ranavalona III. Dans l'actualité, de la plus banale à la plus brûlante, s'agite toujours l'idée d'une irréductible opposition originelle entre les Merina, déclarés asiatiques et hégémoniques et les Côtiers, perçus comme africains et victimes. L'histoire provinciale reflète ces conflits.

LE POUVOIR MERINA ET LES CÔTIERS

Historiquement, l'extrême Nord est occupé au cours du XVII^e siècle par des Antankarana, descendants de Sakalava, qui prennent le pouvoir sur les communautés côtières initialement présentes depuis plus de 600 ans. D'un point de vue social, la région est marquée d'un métissage ancien, lié à plusieurs vagues de migrants. La culture, plutôt arabe, émerge au travers de ses valeurs sacrées, des éléments de base de l'almanach, de la conception zodiacale, du langage des *ombiasy*, du *sikidy* et de l'appellation des jours de la semaine. Continuellement, le nord de l'île demeure le creuset de fusions culturelles.

Sous Radama I et jusqu'à Ranavalona III, les pressions dominatrices se font de plus en plus fortes de la part des Merina. Madagascar se divise en provinces intérieures et extérieures par rapport à l'Imerina. La Grande Ile compte 12 provinces déséquilibrées territorialement parlant : six dans l'Imerina, les *toko*, et six dans le reste de l'île, appelées provinces *tanindrana*. Sur le plan administratif, tout le Nord est inclus dans la province du Boina. A partir de 1800, la région septentrionale, sous pouvoir antankarana, tente farouchement de conserver son indépendance. Son histoire s'écrit au rythme des conflits nationaux entre Antankarana, Sakalava et

gouvernement central merina, amplifiés par la rivalité franco-anglaise, qui couve en son sein un affrontement d'ordre religieux entre protestants et catholiques. Le dernier accrochage Merina-Antankarana a lieu en 1894¹ peu avant l'annexion de la région de Diégo-Suarez par la France.

Les Merina à la conquête de la province Nord

En 1680 les Sakalava étendent leur royaume du Menabe au Boina. En échange d'esclaves et de bétail, ils reçoivent armes et munitions des Arabes et Portugais. Andriamanetry impose sa loi et les Hova lui paient tribut.

A l'avènement d'Andrianampoinimerina², le royaume merina se lance dans une guerre de conquête destinée à unifier toute l'île et à la soumettre à sa seule autorité. Dès 1817 les Anglais appuient l'autorité merina et signent avec Radama I un traité d'amitié et de paix, interdisant le commerce des esclaves et autorisant la *London Missionary Society* à s'installer dans l'île. Les Britanniques veulent ainsi fermer Madagascar à l'influence française, suite aux guerres napoléoniennes. Ils fournissent les canons, fusils et munitions sur les prises de l'île Maurice³ et permettent ainsi à Radama I de fonder en 1820 la première armée régulière de l'île. Le Menabe et les Betsimisaraka soumis, la conquête du Nord est facilitée autant par les problèmes internes de succession au sein de la royauté antankarana, Tsialana I est en guerre contre Tsimisalona dans le Sambirano, au moment de l'invasion merina,⁴ que par la discipline et l'équipement de l'Armée royale de Madagascar.

En employant les termes Antankarana et Sakalava, nous exprimons par là les royautés antankarana⁵ et sakalava. Une royauté avec à sa tête un roi ou une reine et non un « roitelet »⁶ et encore moins un « chef »⁷, quand bien même le royaume se résume à quelques km² et les sujets à quelques milliers d'âmes. Ces souverains sont les seuls et uniques dépositaires de l'autorité exercée sur leurs sujets. Par Merina, nous entendons un royaume structuré, disposant d'une armée régulière et d'un gouvernement rompu à la diplomatie internationale. Mais ce gouvernement ne peut s'appeler malgache ni représenter les Malgaches, la cohésion insulaire n'étant

¹ Vial, 1954.

² Andrianampoinimerina (v. 1745-1810), littéralement le Prince [cher] au cœur des Merina, souverain de l'Imerina de 1787 à 1810, il entreprend la conquête de la Grande Ile. Son fils Radama I lui succède.

³ L'île est prise par les Britanniques le 3 décembre 1810 après une défense du gouverneur général Isidore Charles Decaen.

⁴ Deschamps, 1972, p. 158.

⁵ Vial, 1954.

⁶ Randrianarisoa, 1997, p. 50. Aux « roitelets du Nord-Ouest » il oppose « le royaume merina, doté d'une riche civilisation et d'une administration fort bien adaptée au pays et adéquate aux mœurs et coutumes des habitants ».

⁷ Ratsilavaka, 1987.

nullement faite au début du XIX^e siècle. Les forces merina apparaissent par conséquent comme forces occupantes et les Merina comme envahisseurs.

UNE OCCUPATION MILITAIRE REPLIÉE ET HARCELÉE

Le royaume Antankarana à son apogée occupe le Sambirano et les petites îles attenantes et s'étend au Sud-Est, jusqu'à la rivière Bemarivo et a pour capitale Ambatoharanana, dans l'actuel district d'Ambilobe. Radama I ne rencontre que peu de difficultés dans sa conquête du royaume Antankarana. Il semble, au moment de la conquête merina, que l'autorité de Tsalana I, au pouvoir par la force en 1809 aux dépens de son oncle, ne soit pas reconnue par tous dans sa lutte contre l'envahisseur. L'allégeance des Sakalava et des Antankarana à Radama I est sujet à vifs débats comme en témoignent les interventions lors du colloque international d'histoire de Diégo-Suarez de 1987. Tsimandroho, couronné en 1816, aide Tsimiaro I, roi des Antankarana dans sa lutte contre les Merina. Pour résister, avant l'assaut final, les Antankarana se réfugient alors dans les grottes de l'Ankarana. Les sources s'accordent à mentionner une première réduction de ces grottes en 1823.

Que se passe-t-il alors entre 1823 et 1838, d'une prise d'une grotte à une autre ? L'enchaînement des événements reste encore aujourd'hui très opaque⁸. Quelle qu'en soit l'orientation, sans rejeter une hypothèse ou une autre, seule la prise des grottes par une opération merina reste un fait.

Le règne de Tsimiaro I se signale par une violente opposition à la domination merina. Il considère la présence des conquérants Merina sur son royaume comme une violation du sol de ses ancêtres et une atteinte à sa dignité royale⁹. Les Merina restent cloîtrés dans leur fort d'Ambohimarina, harcelés par les Antankarana. Les courriers et les détachements merina sont sans cesse agressés. Pour eux, la route du centre qui traverse les territoires Antankarana et Sakalava est devenue incertaine, quant à la route de l'Ouest, elle est empruntée par les bouviers Sakalava et Antankarana qui emmènent leurs troupes vers le Sambirano ou l'Est en contournant la montagne d'Ambre, massif-refuge au besoin.

En l'absence d'une résistance organisée, il est difficile de distinguer les *jirika*, brigands, de l'action maquiarde des Antankarana et des Sakalava. Soldats, pasteurs, *jirika* tous contribuent à l'harcèlement des troupes merina. Ainsi du Sambirano à la presqu'île du Bobaomby la région est impénétrable aux forces merina. Les courriers longent donc la côte jusqu'à Vohémar puis se rendent à Tamata en passant par Maroantsetra et arrivent à Tananarive un à deux mois plus tard.

⁸ Pour Micheline Rasoamiamanana, Tsimiaro se replie « vers le petit archipel des îles Mitsio avec 5 000 de ses fidèles en 1840 » (*op. cit.*, p 269).

⁹ Guillain, 1845.

Quant à l'organisation administrative Merina de ce territoire l'exemple de Tsimandroho fournit d'intéressants renseignements. En premier lieu sur les intentions et interrogations de Radama I, qui hésite entre l'annexion directe, comme pour la province d'Iharana, et une forme d'administration indirecte en s'appuyant sur les chefs locaux. Il pense, après la défaite des Antankarana en 1823, pouvoir utiliser l'influence du Sakalava Tsimandroho en territoire Antankarana et le nomme adjoint au gouverneur à Vohémar en 1824. Ensuite, les délégations de pouvoirs montrent leurs limites : lassé des vexations à répétition, Tsimandroho s'enfuit en décembre 1835.

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER OU LA STRATÉGIE MERINA

De la prise des grottes s'ensuit la division du royaume antankarana par le pouvoir merina en deux territoires administratifs. A l'Est la province d'Hiarana¹⁰, avec le fort d'Amboania à Vohémar, et à l'extrême Nord avec le Sambirano, la province d'Antomboka, contrôlée par le fort d'Ambohimarina, au sud de la baie de Diégo-Suarez. Un gouverneur représentant le pouvoir central réside dans chaque province soumise et un détachement militaire en garnison en assure la sécurité. Ces soldats, en épousant les natives sakalava et antankarana contribuent à la politique d'intégration voulue par Antananarivo. En détachant la province d'Hiarana de l'ensemble Antankarana, le pouvoir merina affaiblit la royauté antankarana. Il la prive de tout débouché vers les Mascareignes par l'occupation de Vohémar, son port oriental, ainsi que d'un arrière-pays riche en bétail et producteur de riz.

La gestion de la province d'Antomboka est beaucoup plus problématique pour l'autorité merina : excentrée, secondaire, délaissée, elle est sans valeur économique, contrairement à sa moitié orientale. Ainsi est-elle mal reliée à la capitale, et difficilement contrôlée par les oligarques merina. Les courriers tardent à parvenir à la capitale et les gouverneurs renseignent peu le Premier ministre sur la situation.

La côte occidentale est à l'écart des circuits commerciaux, en particulier de l'itinéraire des navires en provenance des Mascareignes. Seuls naviguent des boutres antalaotra qui pratiquent un commerce basé essentiellement sur le troc. Or les recettes des douanes représentent la principale ressource des garnisons, celle d'Ambohimarina se trouve par conséquent dans une situation fort délicate. Les principaux rapports des gouverneurs de la province orientale peuvent faire état d'activités du service des douanes, comme lors de la vente de zébus de la province embarqués à Vohémar, contrairement à ceux de la côte occidentale. Henri Florent

¹⁰ Cette région, éloignée de la capitale antankarana, est occupée par les Anjoaty et leurs rapports à la domination antankarana se limite à la simple reconnaissance de la souveraineté antankarana. Le port de Vohémar, naturellement protégé, dispose d'un arrière-pays riche en bétail.

dans son article émet l'hypothèse « qu'à Ambohimarina, il n'y ait pas eu de fonctionnaire spécialement rattaché à cette fonction vu le caractère épisodique de leur tâche »¹¹. La garnison d'Ambohimarina semble bien isolée et de force occupante elle devient assiégée. Son pouvoir effectif ne s'étend pas à plus d'une vingtaine de kilomètres autour du camp. Le pouvoir réel de l'administration merina d'Antomboka ne s'applique ainsi que sur le vingtième du territoire dont elle a la juridiction.

Les principaux problèmes auxquels doit faire face l'autorité centrale merina restent l'administration et la délimitation des deux provinces Nord. Contrairement à ce qui est parfois dit ou écrit, aucun roi Antankarana n'a reconnu Radama I comme souverain unique de Madagascar. Tsimiaro I, qui en 1841 met sous protection française son royaume, est le souverain légitime antankarana, quand bien même à cette date son royaume s'en trouve réduit aux îles de Nosy Faly et de Nosy Mitsio. Ainsi l'occupation française des petites îles n'est ni une spoliation ni un défi lancé contre l'intégrité territoriale du Royaume de Madagascar¹². Les Antankarana sont, comme le rapporte Vérin, « jaloux de leur indépendance »¹³. Cette indépendance d'action s'exprime aussi en 1842 lorsque les Antankarana reprennent Vohémar et s'attaquent aux colons alors installés. Elle transparaît encore en août 1848 au travers de l'autonomie relative dont jouissent Nosy Faly et Nosy Mitsio puisque l'émancipation de l'esclavage se limite aux îles de Nosy-Be et Nosy Komba.

DU TSY OMEKO, JE NE DONNE PAS...

Le gouverneur d'Antomboka réside au fort d'Ambohimarina et doit faire face à deux royautes : les Sakalava et les Antankarana dont l'attitude complaisante va brusquement changer dès 1823.

Les Antandrona, Sakalava-Zafinifotsy, se révoltent suite à la mise en application d'un impôt plus élevé. Pour échapper à l'armée merina, la famille royale se jette dans les eaux de la Loza lors d'un suicide collectif en janvier 1823. Les troupes de Radama I progressent à travers le Boina. Andriantsoly est depuis juillet 1822 roi du Boina. Converti à l'islam sous l'influence des commerçants antalaotra¹⁴ il se trouve à Majunga lorsque les troupes merina pénètrent dans la ville sans rencontrer de résistance. Le roi Sakalava est en effet lâché par les siens qui ne se reconnaissent pas dans un roi musulman.

¹¹ Florent, *Omal' sy anio*, 1987, p. 261.

¹² Ramiandrasoa, 1987. Dans les faits les Français prennent pied à Madagascar, sur des terres qu'ils revendiquent depuis 1642 (Randrianarisoa, 1997, p. 37).

¹³ Vérin, 1972.

¹⁴ Emigrés du Moyen Orient, les Antalaotra, ceux d'outre-mer, prospèrent dans le commerce du trafic d'esclaves en servant d'intermédiaires entre les Malgaches et les marins islamisés.

La soumission du Boina est plus apparente que réelle et la remise des armes blesse l'amour propre des guerriers sakalava. Le Boina s'embrase. Le massacre de la garnison merina de Marovoay le 1^{er} mars 1825 sonne le début de l'insurrection. Le 10 avril 1826, l'armée merina lance une vaste opération terrestre et maritime pour capturer Andriantsoly, mais celui-ci s'échappe et s'exile à Zanzibar dans l'espoir d'obtenir de l'aide.

A la mort de Radama I en 1828, sa veuve, Ranavalona I lui succède. Andriantsoly rentre à Madagascar mais lassés ses sujets le déposent en janvier 1832 et désignent sa sœur Oantitsy reine des Sakalava-Boina. Elle met un terme au conflit merina-sakalava en se soumettant à la reine Ranavalona I le 15 juillet 1832. Elle meurt le 13 mars 1836 et une jeune fille de huit ans, seule descendante de la branche régnante sur place est élue reine. Mais dans le *kabary*, le discours, qui suit la mort d'Oantitsy, le 5 avril 1836, Tsimandroho, oncle de la toute jeune reine, intrigue pour le trône. L'enfant proteste, et déclare « *tsy omeko* », je ne donne pas. Les notables lui conservent ce nom et la prennent pour reine. Au cours du mois de juin 1836, Tsiomeko¹⁵ reçoit une missive des Hova, lui réclamant Tsimandroho, ce qu'elle refuse. Les conséquences sont dramatiques. Le peu de royaume qu'elle contrôle est ravagé. Finalement elle se réfugie en juin 1837 à Nosy Komba. Tsimandroho, dans sa fuite occupe Nosy-Be entre Ambatozavavy et Ampasipohy.

Au début de l'année 1838, les îles abritent une population en très grande difficulté. La population de Nosy-Be est estimée à 12 000 âmes. Elle se compose de Sakalava de Tsiomeko et de Tsimandroho, d'Antankarana et de quelques familles Betsimisaraka-Betanimena fuyant devant les Merina. Le Père Joseph Bobillier dans un travail sur les principaux groupes ethniques de Nosy-Be en 1946, conclut à une population très hétéroclite, formée de réfugiés fuyant la Grande Terre sous la pression merina et constituée de Sakalava, de Betsimisaraka et d'Antankarana ainsi que de « Malgaches venus de toutes les parties de Madagascar »¹⁶ :

Venus avec leurs chefs les plus influents, ces populations ont préféré émigrer que de subir le joug Ova¹⁷.

¹⁵ Tsiomeko (1828-1843), la reine-enfant, à un caractère très marqué : elle ne donne pas son trône à son oncle qui intrigue contre elle et refuse de livrer celui-ci aux Merina alors qu'ils sont prêts à lui déclarer la guerre. Désespérée, elle livre Nosy-Be et Nosy Komba aux Français. Elle meurt en couche à 15 ans en juin 1843.

¹⁶ Lettre du Père Joseph Bobillier, missionnaire de la Compagnie de Jésus à Madagascar au Révérend Père Louis Jouen, du 17 octobre 1846, citée par Raymond Décary, *Bulletin de Madagascar* n° 254-255, 1957, p. 681-686.

¹⁷ Lettre du Révérend Père Marc Finaz, missionnaire de la Compagnie de Jésus à Madagascar au Révérend Père Louis Jouen, du 20 juillet 1846, citée par Raymond Décary, *Bulletin de Madagascar* n° 254-255, 1957, p. 681-686.

Cette perception de l'actualité malgache des années 1840 annonce déjà la vision coloniale de l'histoire malgache en soulignant les conflits militaires et culturels entre le pouvoir des régions centrales et celui plus disparate de la province, conflits qui semblent se cristalliser à Nosy-Be.

... À LA RECHERCHE D'APPUIS

Constamment sous la crainte d'un débarquement des Merina, les souverains Antankarana et Sakalava entreprennent le 11 mars 1838 des démarches diplomatiques auprès de puissances étrangères pour les aider dans leur lutte contre le gouvernement merina. Cette recherche d'appui militaire extérieur, face au « danger ova »¹⁸, témoigne d'une part de l'insuffisance de moyens d'action face à la pression d'ennemis déterminés et d'autre part de la fragilité de leur entente. Les rapprochements auprès du sultan de Zanzibar et du gouverneur anglais de l'île Maurice¹⁹ se solderont par un échec. Le 1^{er} mai 1839, Tsiomeko quitte Nosy Komba pour s'installer sur Nosy-Be.

Aucune guerre n'est déclarée entre le pouvoir merina et Tsimiaro I. Mais sous les harcèlements constants d'un ennemi volatil et les privations en tout genre, la province d'Antomboka est devenue un enfer pour les soldats merina. S'il est difficile de déceler les véritables enjeux de l'histoire interne des malgaches, en revanche le dessein français de profiter de la situation pour récupérer sa colonie est clairement formulé et en voie de réalisation.

Le 5 mai 1838, le contre-amiral Anne Chrétien Louis de Hell devient gouverneur de l'île Bourbon. Une exploration de la côte nord-ouest de Madagascar est entreprise avec prise de contact avec les populations, autres que celles sous la domination des Hova. Le *Colibri*, brick sous les ordres du capitaine Pierre Passot, arrive en rade de Nosy-Be le 19 septembre 1839²⁰. Et c'est auprès des Français que finalement Antankarana et Sakalava trouvent appui. Les Merina ne prennent que trop tard conscience de l'intérêt stratégique de cette province Nord.

LA FIN DE LA DOMINATION ANTANKARANA

Le 14 juillet 1840, Passot passe un traité avec Tsiomeko qui cède son territoire à la France. Tsimiaro I demande également l'appui des Français. Passot signifie au gouverneur d'Antomboka la protection de la France sur les petites îles.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ En cette période, les Anglais, alliés des Hova, aident Radama I dans sa guerre de conquête de Madagascar.

²⁰ Instructions données au capitaine Pierre Passot, note de la direction des colonies du 31 août 1840, citée par Ramandranoa, 1987.

Tsimiaro I ne recevant pas de réponse définitive se rend en pirogue à voile à l'île Bourbon pour signer en avril 1841 un traité par lequel il met son royaume sous la protection des Français, traité non reconnu par le gouvernement merina.

Tsimiaro I attend de ce traité une aide active des Français afin de retourner sur la Grande Terre, y rétablir son autorité et récupérer son royaume. En dépit de ses demandes pressantes, ses espérances tournent à la déception. Déçu et impatient, Tsimiaro I tente de récupérer son royaume et renoue avec sa tactique habituelle de harcèlements et de razzias créant un climat permanent d'insécurité avec comme bases de repli Nosy Faly et Nosy Mitsio. Il se lance dans la reconquête de Vohémar en 1842, massacre la garnison et se rend maître de la province en 1845. Le gouvernement de Ranavalona I, engagé dans un conflit avec les Anglais et les Français, ne réagit pas.

Le traité de protection française, même non reconnu par le gouvernement merina, marque le basculement de l'autorité dans l'extrême nord de Madagascar par la fin de la domination de la royauté antankarana.

LES IMAGES DU CONFLIT DANS LA SOCIÉTÉ

L'histoire reste témoin de conflits qui prennent parfois racines dans les chocs de vision tendancieuse. Elle représente un champ propice à la dénonciation d'hégémonie et d'escroqueries en tout genre comme celles attribuées aux Merina, ancrés dans la domination et dans le profit commercial plutôt que dans le registre social.

Le clivage entre Merina et Côtiers est bien réel. Cette opposition apparaît quand le royaume merina étend son empire sur Madagascar au cours du XIX^e siècle et se fige du fait de la colonisation française. Mais la « racialisation » de ce clivage est en partie due aux occidentaux scientifiques, missionnaires ou administrateurs coloniaux qui classifient alors les Malgaches sur la seule apparence physique : une « race africaine », celle des gens de la côte et une « race *hova* », d'origine indonésienne, celle des gens des Hautes Terres. Les tendances actuelles, merina ou côtières, sont peut-être bien un héritage de l'époque coloniale, mais ce clivage est depuis instrumentalisé à des fins politiques.

« Cause côtière », cette expression ressurgit à chaque fois que Madagascar traverse une période de crise, plus particulièrement lors d'élections présidentielles. Bien que tous s'affirment Malgaches, les Côtiers et particulièrement ceux du nord de la Grande Ile, acceptent difficilement la condescendance affichée par la haute société merina.

Le centre de Madagascar, de par son passé, se développe plus rapidement que le reste du pays dans sa politique de gestion administrative. Les écoles et les instituts de formation s'y implantent massivement et les Européens qui y résident

apportent modernité et savoir-faire. Sous la colonisation française, l'administration coloniale confie plutôt aux natifs de cette région, instruits et compétents, les postes administratifs de direction. Aujourd'hui, sous une forme plus moderne, les Merina, après leur règne sur une grande partie de Madagascar, dominent de nouveau. L'autonomie attribuée aux provinces n'est que formelle. Le système politique et administratif reste centralisé et ne fait qu'aggraver la situation.

Les Côtiers reprochent aux Merina de s'accaparer les postes à responsabilité dans les administrations publiques ou les banques et au pouvoir central. Ceux-ci font prévaloir le critère de compétence pour l'accès à toute autorité supérieure des administrations de l'Etat. Difficile de séparer éducation, enseignement et compétence. De nombreux Merina, résidant à Diégo-Suarez reprochent aux jeunes Antsirannais de ne pas mériter leur baccalauréat. Un cadre du ministère de l'Education nationale confie que le régime de la seconde République a « sa part de responsabilité ». Afin de combler le retard des provinces côtières et le déficit en personnels d'encadrement, faute de jeunes provinciaux en formation supérieure, le baccalauréat est octroyé, dans les provinces côtières au début des années 1980, à 8/20. A la même époque, à Antananarivo il n'est obtenu qu'à partir de 12/20. Toutefois cette connotation de « bac côtier » s'estompe car les lycées publics de Diégo-Suarez comptent parmi leurs inscrits des enfants de cadres Merina travaillant à Diégo-Suarez.

Il n'en reste pas moins que ce critère de compétence semble une cause fondamentale du problème. N'a-t-il pas pour lourdes conséquences d'exclure de la vie nationale et de la gestion du pays de nombreux groupes ethniques et régionaux et de favoriser l'action sournoise de réseaux ethniques ? En outre, un cloisonnement ethnique des réseaux joue tout autant en faveur de la promotion sociale d'un individu qu'*a contrario* en frein ou obstacle à cette promotion²¹. A terme, l'exigence de la compétence, pourtant incontournable pour une bonne gouvernance, devient source de discrimination et de conflits.

Ce malaise à résonance ethnique est attisé par les hommes politiques à l'occasion des élections présidentielles²². Il transparait notamment en 1996, lors du deuxième tour de l'élection présidentielle où s'affrontent deux Côtiers, Didier Ratsiraka et Albert Zafy. Une lectrice, merina, de la *Tribune*, appelle à voter en faveur de Ratsiraka, car lui seul, par stratégie politique, a su en son temps équilibrer les pouvoirs.

Je suis entièrement d'accord à propos de la déclaration du ministre Ny Hasina Andriamanjato à la télévision comme quoi le président Zafy Albert a

²¹ Si aucun document officiel n'indique les origines des principaux cadres administratifs, les récriminations de la rue n'en sont pas moins fondées.

²² Ce malaise peut déraiser et finir en conflits, comme en 1992 et 2002.

fait de la cause côtière quand il était au pouvoir. Seul exemple : durant son mandat il n'a jamais accepté qu'un Merina soit nommé Premier Ministre. Il a préféré à ce poste des Sudistes, Francisque Ravony et Emmanuel Rakotovahiny [...]. C'est pour ça que j'appelle les Merina à voter pour Didier Ratsiraka car pendant son règne il a toujours nommé un Merina comme Premier ministre²³.

Le retour en filigrane de la cause côtière ressurgit plus tard, lorsque dans un entretien accordé au journal *Le Monde*, en date du 19 février 2002, Didier Ratsiraka, Président sortant, accuse son rival Marc Ravalomana de vouloir asseoir la domination de la haute bourgeoisie merina d'Antananarivo, dont il est le maire, sur la Grand Ile.

Dans un contexte régional, la cause côtière, employée pour crier vengeance ou pour dénigrer, renferme un message lourd de signification : l'affirmation d'une émancipation toujours latente.

Parallèlement la « cause merina » n'est pas absente. En novembre 1995, l'incendie du Rova, haut lieu symbolique de la puissance merina, réactive un courant politique « ethnonationaliste »²⁴ merina apparu dans les années 1990. L'ethnonationalisme merina résulte des effets pervers du clivage Merina-Côtières. Dans cette mouvance évoluent des tendances, de la plus modérée à la plus extrémiste, la plus raciste²⁵. Ce mouvement ne représente qu'une partie minime des Merina, mais leur vision ne doit pas être occultée, ne serait-ce que par l'éventualité de violents dérapages.

Le programme MADIO publie en septembre 1997 une enquête démographique intitulée *Ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo*²⁶ indiquant que la proportion des Merina a augmenté dans l'agglomération de la capitale depuis l'indépendance, pour atteindre 88,9%. Le critère pour se définir merina n'exige pas d'être exclusivement de *firazanana merina*, d'ancestralité merina, mais le fait d'être *terak'Imerina*, un natif de l'Imerina²⁷ : il n'est donc pas racial. Toutefois, le métissage reste marginal sur les Hautes Terres de Madagascar²⁸.

²³ Martine Anjanahary Raveloarisoa, courrier des lecteurs, *Tribune* du 26 décembre 1996.

²⁴ Terme en usage, mais les guillemets anticipent les risques de connotation péjorative et de querelles de vocabulaires avec les ethnologues.

²⁵ *Valin-kitsaka ! littéralement Revanche !* Ce livre, signé par Andriantefinanahary Ratrimonimerina, se veut celui de la renaissance merina. Si la version imprimée est introuvable à Madagascar, sur Internet cet écrit fait figure de référence pour la tendance extrémiste et raciste des "ethnonationalistes" merina. (http://users.cwnet.com/zaikabe/merina/valy_1.htm).

²⁶ Dans cette enquête, les ethnies allogènes ne sont pas prises en compte.

²⁷ L'enquête confirme que pour la majorité des Tananariviens le critère retenu pour désigner quelqu'un comme merina est géographique et non génétique.

²⁸ Cette enquête néglige l'impact des *vazaba* sur le « marché matrimonial ».

L'endogamie traditionnelle demeure d'actualité et la même enquête confirme une « forte endogamie ethnique » et « la vitalité de l'endogamie de caste ».

La crainte diffuse d'un retour de l'hégémonie merina pose la « question merina » de façon latente. A sa manière, Rossy, auteur-interprète, militant pour la reconnaissance de la culture malgache, revendique sa négritude et tente de réhabiliter la dignité des *Andevo*, les descendants d'esclaves, et plus encore des *Mainty*, les Noirs de la côte, souvent marginalisés :

Pouvons-nous construire une Nation merina sans l'intégration effective d'une tranche importante de sa population ? De la solution de ce problème dépend notre survie²⁹.

PROVERBES, MYTHES ET FADY

Sous le règne de Ranavalona I, à Ambohimarina, où les perceptions douanières sont inexistantes, les officiers supérieurs sont les seuls à pouvoir tirer profit de la situation grâce à des activités extra-professionnelles plus ou moins licites. Ils utilisent entre autres le *fanompoana*, la corvée due par tout sujet à l'autorité merina, et emploient gratuitement des paysans locaux pour le transport de leurs marchandises. Ils pratiquent également des prêts usuraires pour le paiement des taxes.

Probablement, ces faits sont à la source de la réputation généralisée des Merina : malins, rusés, indignes de confiance, lisses de cheveux mais aussi glissant d'esprit, opposée à celle des côtiers à l'esprit enclin à la générosité, à la solidarité proverbiale :

Velona iray trano maty iray fasana

Vivants, dans une seule maison, morts dans un seul tombeau

par opposition au proverbe qui incarne l'esprit merina :

Ny vola no mabarangahy

C'est l'argent qui fait le monsieur

La conquête merina a marqué la mémoire des Antankarana jusqu'à en trouver la trace dans les mythes locaux, dont celui de l'origine du pain de sucre de la baie des Français.

²⁹ <http://www-irma.u-strasbg.fr/~dumont/tr3.html>

Le gouvernement merina d'Ambohimarina au XIX^e siècle faisait la guerre aux Antankarana du « mont Lonjo » ; devant la supériorité de l'armée merina, ces derniers sont acculés au sommet, ils obtiennent alors par leurs prières que le « mont Lonjo » soit détaché de la côte devenant ainsi une île ; c'est ainsi que les Antankaranana de Nosy Lonjo devinrent les « maîtres de la mer » : quand ils veulent traverser pour se rendre sur la terre ferme, l'eau se retire à leur passage³⁰.

Les *fady*, dont les grottes de l'Ankarana font l'objet, rappellent que ces lieux sont le symbole de la résistance antankarana contre l'occupation de leur royaume par les forces merina. En mai 2005, lors d'un déplacement dans ces grottes avec un groupe mixte d'étudiants des universités de La Réunion et de l'UNM, notre guide refuse que les Merina, Hova et Betsileo qui nous accompagnent viennent avec nous. Face à nos objections pour nous être rendu par deux fois dans ces grottes dont une avec des Merina, il trouve un soutien parmi certains d'entre nous, au nom du respect des coutumes... et des interdits !

Il en est de même pour le peuple Sakalava dont la mémoire fait écho à un épisode de l'exode de la reine Tsiomeko. Alors qu'une famille Sakalava tente d'échapper aux soldats Merina, un des enfants se met à pleurer. Au même instant un oiseau, la *raivoly*, se met à imiter les pleurs de l'enfant, détournant les soldats qui finissent par se perdre. La *raivoly* est depuis *fady* pour les Sakalava. Certaines de leurs expressions sont directement rattachées à la période de ce conflit, comme *rano mamono hova*, littéralement l'eau qui tue les Merina, lorsqu'ils désignent une eau limpide. Ils évoqueraient ainsi la dramatique tentative de débarquement merina à Nosy Komba où les guerriers, voyant les fonds près du rivage, pensent avoir pied, se jettent à l'eau et se noient.

CONCLUSION

Un centralisme excessif ou des effets de politiques hasardeuses engendrent de fortes tensions dans l'opinion publique et provoquent des manifestations, légitimes, mais trop souvent violentes. Pour y remédier, s'impose une nécessaire modernisation de la décentralisation, afin de mettre en œuvre de réelles actions au service du développement des territoires. Plusieurs tentatives sont lancées, mais toutes se heurtent à la résistance des dirigeants successifs, peu enclins à partager la puissance du pouvoir.

La Constitution dans son article 129 prévoit que l'autonomie des provinces exclut toute sécession ou tentative de sécession. Au-delà des contraintes de décentralisation et de déconcentration, c'est un nouvel état d'esprit à acquérir. Malgré

³⁰ Rakotoarimanitra, *Omal' sy anio*, 1987, p. 49.

quelques faux pas dramatiques, dans la tentation fédéraliste, Madagascar n'a heureusement pas suivi un scénario à l'africaine. Il n'a pas débouché sur un conflit ethnique catastrophique mais a fait place à l'autonomie des provinces apportée dès la révision constitutionnelle de 1998. Néanmoins, la menace de l'anarchie est latente, surtout lors des transitions où les rivalités politiques et ethniques prennent le pas sur les considérations d'intérêt général.

Le danger est réel. La province centrale, l'Imerina, adhère de plus en plus ouvertement à l'idée d'un fédéralisme, gage d'une plus grande liberté de manœuvre politique et économique par rapport à des provinces jugées moins productives ou moins avantagées par le climat.

Emergeant de réformes sur la décentralisation, la régionalisation permet à L'Etat malgache de tenter d'appliquer une politique de démocratie, volontariste voire opportuniste. En 2007, la Constitution, à nouveau révisée, abolit les provinces et conforte les régions.

Le régionalisme institutionnel exprime un certain réalisme politique puisqu'au nom de la subsidiarité et de l'autonomie il reconnaît aux collectivités le droit à s'administrer par elles-mêmes. Toutefois ne risque-t-il pas pour autant d'être interprété une fois de plus par l'opinion comme une menace à l'intégration nationale ?

BIBLIOGRAPHIE

- « Histoire et civilisation du Nord malgache » (1987), Actes du cinquième Colloque international d'histoire malgache, *Omalysy anto*, n°25-26, 448 p.
- DESCHAMPS H. J., 1960, *Histoire de Madagascar*, Paris : Berger Levrault, 348 p.
- GUILLAIN C., 1845, *Documents sur l'histoire, la géographie et le commerce de la partie occidentale de Madagascar*, Paris : Imprimerie royale, 376 p.
- POUGET A., 1867, *Biographie du Père Louis Maillard de la Compagnie de Jésus*, Lyon, Paris : Félix Girard, 495 p.
- RAISON-JOURDE F., RANDRIANJA S. (dir.), 2002, *La nation malgache au défi de l'ethnicité*, Paris : Karthala, 443 p.
- RAKOTOSAMIMANANA RASOAMIALINIVO B., 1997, « Distances biologiques entre isolats karstiques des hautes terres de l'Imerina. Interprétations et conséquences », *Esclavage à Madagascar : la diaspora des esclaves dans l'océan Indien*, Université d'Antananarivo/Musée d'art et d'archéologie, p. 303-317.
- RAMIANDRASOA F., 1987, « L'Ankarana en 1823 et son intégration dans le Royaume de Madagascar », colloque international d'histoire malgasy, 27 juillet-1^{er} août 1987, Diégo-Suarez, non publié, 6 p. dactylographiées.
- RANDRIANARISOA P., 1997, *La diplomatie malgache face à la politique des grandes puissances (1882-1895)*, 3^e édition, Imprimerie nationale de Madagascar, 258 p.
- RASOAMIARAMANANA M., 1984, *Le Gouvernement de la province du Boïna (Madagascar) : 1861-1863*, Antananarivo, Université de Madagascar, 946 p.

- RATSLAVAKA G., 1987, « Le Sambirano en 1823 et son intégration dans le royaume de Madagascar », colloque international d'histoire malagasy, 27 juillet-1^{er} août 1987, Diégo-Suarez, non publié, 6 p. dactylographiées.
- VERIN P., 1975, *Les échelles anciennes du commerce sur les côtes nord de Madagascar*, thèse de doctorat, Paris I, 2 T., 1972, Université de Lille, 1975, 1027 p.
- VIAL M., 1954, « La Royauté Antankarana », dans *Bulletin Malgache*, n° 92, p. 3-26.